Retour au Burundi des premiers rapatriés "volontaires" de Tanzanie

@rib News,Â 07/09/2017Â â€“ SourceÂ AFP Un premier convoi de quelque 300 Burundais rÃ©fugiÃ©s en Tanzanie, sur les 12.000 ayant exprimÃ© leur volontÃ© de rentrer dans leur pays, ont Ã©tÃ© rapatriÃ©s jeudi par le Haut-commissariat des Natio unies pour les rÃ©fugiÃ©s (HCR). "Dans le cadre d'un accord tripartite entre les gouvernements de Tanzanie, du Burundi et le HCR, il a Ã©tÃ© convenu de rÃ©pondre Ã une demande faite par les rÃ©fugiÃ©s qui ont souhaitÃ© rentrer dans leur pays d'origine, le Burundi", a expliquÃ© Ã l'AFP le reprÃ©sentant-adjoint du HCR au Burundi, Soufiane Adjali.Â [PhotoÂ : Le premier groupe de Burundais rapatriÃ©s de Tanzanie est arrivÃ© jeudi au centre de transit de Gisuru.]

"C'est une volontÃ© qu'ils ont rÃ©itÃ©rÃ© Ã plusieurs reprises. Nous accueillons aujourd'hui un premier convoi de 300 personnes", a ajoutÃ© M. Adjali, joint par tÃ©lÃ©phone. Le premier groupe de rapatriÃ©s, en provenance de trois camps de rÃ©fugiÃ©s en Tanzanie, est arrivÃ© jeudi Ã la mi-journÃ©e au centre de transit de Ruyigi, dans l'est du Burundi, selon le HCR Au total, quelque 12.000 rÃ©fugiÃ©s burundais ont exprimÃ© leur volontÃ© de regagner leur pays, sur les plus de 250.000 qui peuplent les camps en Tanzanie. Ils seront rapatriÃ©s dans des convois hebdomadaires qui vont s'Ã©chelonner jusqu'en dÃ©cembre 2017, selon cet accord tripartite signÃ© fin aoÃ»t. Les rapatriÃ©s resteront Ã chaque fois deux jours dans les centres d'accueil avant de rejoindre leur rÃ©gion d'origine ou de rÃ©sidence, aprÃ¨s avoir reÃ§u des vivres "pour subvenir au moins Ã leurs besoins pendant une pÃ©riode de trois mois", selon le HCR. Jusqu'ici, le HCR qui estimait que les conditions pour un retour des rÃ©fugiÃ©s Burundais n'Ã©taient pas rÃ©unies, Ã©tait rÃ©ticent Ã participer Ã une opÃ©ration r de rapatriement, selon des sources diplomatiques. "Le HCR ne travaille sous pression d'aucun Ã‰tat. On est lÃ pour protÃ©ger les rÃ©fugiÃ©s, et comme ils ont exprimÃ© cette volontÃ© de regagner le Burundi (...), il est difficile de (s'y) opposer" a expliquÃ© M. Adjali. Ce rapatriement fait suite Ã une visite du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza en Tanzanie, le 20 juillet, au cours de laquelle il avait appelÃ© les rÃ©fugiÃ©s Ã regagner leur pays, assurant que la paix y rÃ©gnait. Le gouvernement tanzanien avait soutenu sa dÃ©marche. La Tanzanie et le Burundi ont reconnu que certains rÃ©fugiÃ©s avaient "des raisons fondÃ©es" de vouloir rester en exil et le droit "de continuer de bÃ©nÃ©ficier d'une protection internationale", nombre d'entre eux ayant manifestÃ© leur crainte d'un rapatriement forcÃ©. Le Burundi traverse une crise violente depuis la dÃ©cision, en avril 2015, de M. Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat controversÃ©, obtenu en juillet de la mÃªme annÃ©e. Les violences qui ont accompagnÃ© cette crise ont entrainÃ© de 500 Ã 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcÃ©e et de torture, et ont poussÃ© Ã l'exil plus de 425.000 Burundais.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});